

mon propre pays, ont fait valoir que les politiques ayant entraîné ces changements étaient radicales. Et pourtant, d'après l'étymologie et le sens littéral de ce terme, qui signifie «qui appartient à la racine», c'est exactement le contraire qui s'est produit.

Sur le plan macro-économique, il serait plus exact de qualifier l'approche du gouvernement depuis 1984, de retour aux éléments de base, de retour aux principes qui ont été bénéfiques pour notre pays depuis la fondation de la Confédération canadienne.

Si je les résume très brièvement, ces principes ont pour noms engagement envers la stabilité des prix, équilibre des finances publiques et libéralisation du commerce. Ils sont également assortis de la conviction que la prospérité est un don que les gouvernements n'ont pas le pouvoir de faire. La prospérité se produit lorsqu'un secteur d'activité commerciale est à l'oeuvre dans un contexte qui récompense l'effort, l'esprit d'entreprise et l'innovation, un climat reposant sur la coopération.

Ce sont là les principes qui ont sous-tendu la politique économique du Canada pendant la plus grande partie de son histoire. Parce qu'ils s'appuyaient sur les réalités que nous vivions, ils ont été acceptés et mis en oeuvre par les gouvernements fédéraux qui se sont succédés, qu'ils soient conservateurs ou libéraux.

Ces éléments directeurs n'ont jamais été explicitement mis de côté. Toutefois, lorsque le gouvernement Mulroney est arrivé au pouvoir, la politique fédérale s'était considérablement écartée des éléments fondamentaux et avait laissé un héritage coûteux dont nous ressentons encore les effets aujourd'hui.

De ce fait, l'ordre du jour national nécessitait un changement de cap afin que le vaisseau national se dirige vers la prospérité au moyen de la compétitivité sur les marchés mondiaux. Cela a exigé des mesures correctrices sur de nombreux plans, liés pour la plupart au rôle du secteur public. Je vous en donne un exemple : au fil des ans, un degré à la fois, on avait laissé le climat d'accueil de l'investissement étranger se refroidir et tomber à un niveau peu favorable.

Nous avons pris diverses mesures pour régler le thermostat. Je ne vais pas entrer dans tous les détails, mais on peut résumer assez bien le changement d'atmosphère en évoquant le remplacement d'un bureau fédéral portant le nom d'Agence d'examen de l'investissement étranger par un organisme désigné sous le nom d'Investissement Canada. Ce changement d'appellation correspondait à la nouvelle mission, qui ne consistait plus à effrayer les investisseurs, mais plutôt à les accueillir.